

une forme tangible ou non. Le président Garfield a déjà dit que celui qui contrôle la monnaie d'une nation contrôle cette nation. En 1790 Mayer Rothschild a dit: "Donnez-moi le droit d'émettre et de contrôler la monnaie d'un pays et peu m'importe alors qui en fait les lois."

Il faut sauver la démocratie, voilà l'argument qu'on invoque constamment dans cette enceinte. Quelle est donc cette démocratie que l'on veut tant sauver? Tout ce que je peux répondre à cette question, c'est que si ce que nous possédons aujourd'hui en ce pays est la démocratie, alors elle ne vaut pas la peine d'être sauvée. La monnaie en ce pays est émise et contrôlée par des particuliers. Si les déclarations du président Garfield et de Mayer Rothschild sont vraies, alors la démocratie en ce pays n'est qu'un corps sans âme, informe et vide de sens. Quel avantage les citoyens du Canada peuvent-ils trouver à élire un Parlement, si ce Parlement est impuissant à agir? Tant que le contrôle de la monnaie restera entre les mains des banquiers, le Parlement demeurera impuissant à faire quoi que ce soit pour assurer le bien-être et l'avenir du peuple du Canada. Un personnage non moindre que le très honorable Reginald McKenna, ancien chancelier de l'Échiquier, parlant des banquiers, a déclaré:

Ils ont la maîtrise du crédit national, dirigent la politique des gouvernements et tiennent la destinée des gens dans le creux de la main.

S'il en est ainsi au Canada, nous, les représentants élus du peuple, nous perdons simplement notre temps. D'après la définition de Lincoln, la démocratie est le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple. Le gouvernement que nous avons au Canada et le gouvernement qui existe dans tous les pays, c'est le gouvernement des banquiers, par les banquiers, pour les banquiers. On s'alarme devant la possibilité d'un acheminement du Canada vers une dictature soit fasciste, soit communiste. A mon avis, nous sommes actuellement affligés de la pire espèce de dictature, une dictature de banquiers. Les membres de la Chambre en conviennent presque chaque fois qu'ils prennent la parole. Quel que soit le problème discuté en cette enceinte, la discussion se termine toujours par l'aveu que nous possédons les moyens matériels de résoudre nos problèmes, mais que nous ne pouvons les résoudre pour des raisons d'ordre financier.

Nous avons assez d'hommes, de matériaux et de machines pour construire un réseau de grandes routes auquel nul autre ne sera supérieur, mais nous n'avons pas d'argent. Nous avons assez d'hommes, de matériaux et de machines pour créer le plus bel ensemble de

parcs au monde, mais nous n'avons pas d'argent. Nous avons les ressources matérielles voulues pour établir un régime d'instruction publique auquel nul autre ne sera supérieur, mais nous n'avons pas d'argent. Nous possédons une richesse matérielle suffisante pour loger confortablement tous les Canadiens, mais nous n'avons pas d'argent. Nous avons ce qu'il faut pour faire de notre peuple le plus sain et le plus heureux au monde, mais nous n'avons pas d'argent. Autrement dit, la vie intellectuelle, matérielle, morale et spirituelle de notre peuple languit simplement par le manque d'argent. Si ce n'est pas là le pire genre de dictature, je serais heureux d'apprendre ce que c'est.

Voici ce que j'ai à dire au sujet de la crainte que le Canada ne tombe sous un régime de dictature fasciste ou communiste: En refusant d'agir pour éliminer la cause fondamentale de nos embarras économiques, le Gouvernement a créé plus de communistes et de fascistes que n'aurait pu faire aucun propagandiste. Si le Gouvernement tient à encourager la révolution, le moyen le plus facile de le faire, c'est de laisser la situation empirer tellement que le peuple furieux prendra en mains la direction des affaires. Le ministre de la Défense nationale (M. Mackenzie) a dit qu'il tient autant qu'aucun autre membre à aider les masses qui luttent. Je dirai au ministre qu'on juge de la foi d'un homme par ses œuvres. Quand le ministre témoignera autant d'enthousiasme pour une émission de monnaie nationale et de crédit national pour les besoins publics qu'il en montre pour l'accroissement du budget de la défense nationale, je serai convaincu qu'il s'intéresse vraiment au bien-être du peuple.

Après avoir usurpé les prérogatives de la couronne, les banquiers ont entrepris de charger tous les gouvernements et toutes les institutions particulières de toute la dette usuraire qu'ils peuvent supporter. Dans son livre intitulé *Social Credit*, le major Douglas dit ceci à la page 149:

Pour un financier, un pays est une simple matière à hypothèque. De même qu'une propriété libre d'hypothèque représente pour un prêteur une tache dans le paysage, ainsi un pays dont la dette nationale n'a pas les proportions qu'exige sa sécurité devient un sujet de préoccupation pour la finance internationale.

Les banquiers internationaux ont si bien fait leur besogne que chaque enfant qui naît au Canada assume dès sa naissance une dette de près de mille dollars sur laquelle il doit faire des versements jusqu'à sa mort. La majeure partie des impôts payés par les Canadiens est versée en intérêt sur la dette. En témoignant devant le comité de l'agriculture de l'Alberta, le major Douglas disait ce qui